

CHEZ LES SOCIALISTES, À L'HEURE DU TTIP, ON ABAT LA DÉMOCRATIE

par Kevin Grangier, secrétaire général de l'UDC Vaud

« TTIP », voilà le nouveau mot qui suscite l'interrogation, voire l'angoisse, dans la classe politique. TTIP signifie *Transatlantic Trade and Investment Partnership* (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement) et a pour vocation de créer la plus grande zone de libre-échange au monde entre les Etats-Unis et l'Union européenne. Les négociations, qui ont débuté en 2013, sont relativement confidentielles. Néanmoins, il est certain que le pouvoir des multinationales sera renforcé au détriment des Etats car le TTIP prévoit l'instauration d'un tribunal pour leur permettre de contraindre un Etat à lui octroyer l'accès à son marché sans entrave. Chez les socialistes on crie au loup, certes, mais on oublie un peu vite que l'internationalisation fait partie du grand projet socialiste.

Revenons brièvement sur l'instauration de ce tribunal arbitral international dont le but sera de régler les différends. En clair, si un Etat signataire du TTIP entrave l'accès à son marché aux industriels américains de l'agro-alimentaire qui bourrent leur bétail aux OGM, ces derniers pourront saisir ledit tribunal afin de contraindre l'Etat récalcitrant. Imagions maintenant que le dit Etat soit la Suisse (qui n'est pas partie des négociations à ce jour) et que le peuple décide, souverainement, d'interdire la commercialisation de produits OGM. Les industriels en question pourront déposer plainte auprès de ce tribunal qui, probablement, leur donnera raison. La décision souveraine des Suisses sera donc cassée par des « juges » au profit de gros industriels qui gagnent plein d'argent en commercialisant du bétail bourré aux OGM. C'est inouï, on se croit revenu au temps féodal.

Parallèlement, la Suisse vit une situation analogue avec l'UE, dont on sait maintenant d'où vient l'inspiration, qui veut contraindre la Suisse à signer un accord institutionnel qui prévoit là aussi l'instauration d'un tribunal arbitral pour contraindre la Suisse à reprendre sans concession les directives de l'UE. Comme pour le TTIP, les négociations sont secrètes. On ignore donc à l'heure actuelle, la teneur exacte de cet accord institutionnel mais la création d'un tribunal chargé de traiter les différends est une chose acquise.

Ces deux exemples – le TTIP et l'accord institutionnel – sont alarmants. Ils démontrent que notre démocratie, qui semble acquise est en fait clairement menacée. Afin de permettre aux multinationales d'étendre leurs marchés et donc leurs profits, on en vient à leur créer des zones de libre-échanges dotées de tribunaux *ad hoc* ayant la compétence de contraindre les Etats, même si la population concernée vote librement et souverainement des mesures opposées. A l'heure du TTIP, il est urgent de renforcer nos institutions démocratiques. Les Suisses ne se sont jamais soumis aux baillis de jadis, ce n'est pas maintenant qu'ils vont se soumettre aux industriels américains ou aux oligarques européens. Mais renforcer la démocratie ne va pas de soi, malheureusement.

En fait, le constat est même inquiétant. Les socialistes, loin d'être les héros du petit peuple, dépensent une énergie folle à abattre notre démocratie. Instauration d'une cour constitutionnelle pour casser le résultat de votations populaires, introduction d'un examen d'invalidation d'initiatives populaires, augmentation du nombre de signatures nécessaires pour déposer des initiatives, interdiction de soumettre certains sujets au scrutin populaire. Ce faisant, ils assurent en fait le service après-vente des industriels américains et des oligarques européens. A l'heure du TTIP et de l'accord institutionnel, la Suisse doit imposer sa souveraineté et affirmer son indépendance et non pas abattre sa démocratie et se soumettre lâchement au pouvoir des élites et des puissants.